

NON A L'OPERATION SACLAY : COMMUNIQUE DE PRESSE

Communiqué des organisations représentatives des personnels et étudiants.

Premiers signataires : CGT-INRA / SYAC-CGT / SNTRS-CGT Orsay / SLR / SNESUP et SNCS Paris Sud / UNEF Paris-Sud / SUD Education Paris...

Le 29 octobre 2012.

Nous venons d'apprendre que ce mardi 30 octobre 2012, le Premier Ministre, Jean-Marc Ayrault, allait présenter la position du Gouvernement sur le projet de Paris-Saclay lors du VIIème Forum de la Recherche et de l'Innovation qui se tiendra à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

Le Premier Ministre s'apprête à parler. Mais, depuis le 6 septembre 2012, un collectif d'organisations syndicales, regroupant la très grande majorité des organisations représentatives des personnels et des étudiants des 23 établissements concernés par l'opération « Paris-Saclay », ainsi que l'Association "Sauvons la Recherche", attendent vainement une réponse à leur demande urgente d'entrevue avec lui. Elles souhaitent pouvoir exposer la situation, vue de l'intérieur, relative au projet d'« Université Paris Saclay ».

Depuis son lancement, l'objectif de l'IDEX « Paris Saclay » et de la future Université Paris-Saclay qu'elle prépare, projet emblématique du gouvernement précédent, est de passer par-dessus les prérogatives scientifiques et administratives des organismes et les établissements existants. On veut imposer une nouvelle structuration de la recherche et de l'enseignement supérieur allant à l'encontre de leurs missions de service public, et remettant en cause les statuts des établissements comme ceux des personnels et des étudiants, ainsi que la représentation de ces derniers dans la gouvernance. Les conséquences pratiques négatives pour les personnels et étudiants en terme de transports et de logements notamment, sont également considérables.

Ce projet se heurte à une opposition grandissante, et d'ores et déjà des centaines de personnels, chercheurs, enseignants-Chercheurs, ingénieurs, techniciens, administratifs et étudiants des établissements concernés ont contresigné une pétition récemment lancée par le collectif. Les signataires s'y prononcent pour la dénonciation de la signature de la convention État-Idex « Paris Saclay », pour la dissolution de cette Idex et de la Fondation de Coopération Scientifique qui la met en place. Ils demandent le respect des prérogatives des Établissements quant à leur structuration, et une concertation réelle entre les personnels et étudiants concernés par l'évolution de l'enseignement supérieur et de la recherche sur le plateau de Saclay et en île de France. A titre conservatoire, **ils exigent un moratoire immédiat** impliquant en premier lieu l'arrêt immédiat des études et travaux de la Fondation de Coopération Scientifique et celui des processus associés (ex : campus AgroParisTech-INRA).

Le collectif des organisations syndicales avait été reçu préalablement le 25 juillet 2012 par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche et avait demandé que ce moratoire soit mis en place. Les conseillers ministériels n'ayant pas de mandat en ce sens, c'est tout naturellement vers le Premier Ministre, Jean-Marc Ayrault, que les organisations syndicales se sont tournées, puisque les décisions du conventionnement lié à l'IDEX avaient été prises par le Premier Ministre du gouvernement précédent.

C'est donc sans avoir reçu ni entendu nos organisations que le Premier Ministre s'apprête à annoncer sa décision, ce qui est pour le moins contradictoire avec la volonté affirmée par le nouveau gouvernement d'un réel dialogue avant toute prise de décision. Dans le même temps, le gouvernement a fait inscrire au projet de loi de Finances 2013 88.6M€ d'autorisations d'engagements pour le déménagement d'AgroParisTech et de l'INRA sur le plateau de Saclay, ce qui semble d'ores et déjà indiquer une volonté de prolonger les mesures initiées par le gouvernement précédent. Si le nouveau gouvernement décidait ainsi de poursuivre la mise en place de l'Université Paris-Saclay, nous ne saurions l'accepter !

**Nous appelons donc les personnels et étudiants
à renforcer la signature de la pétition
et nous interpellons le Premier Ministre, J.M. Ayrault,
en lui demandant à nouveau de nous recevoir au plus vite !**

(Lien vers la pétition en ligne : <http://petition.orsayenlutte.info/index.php?petition=7>)